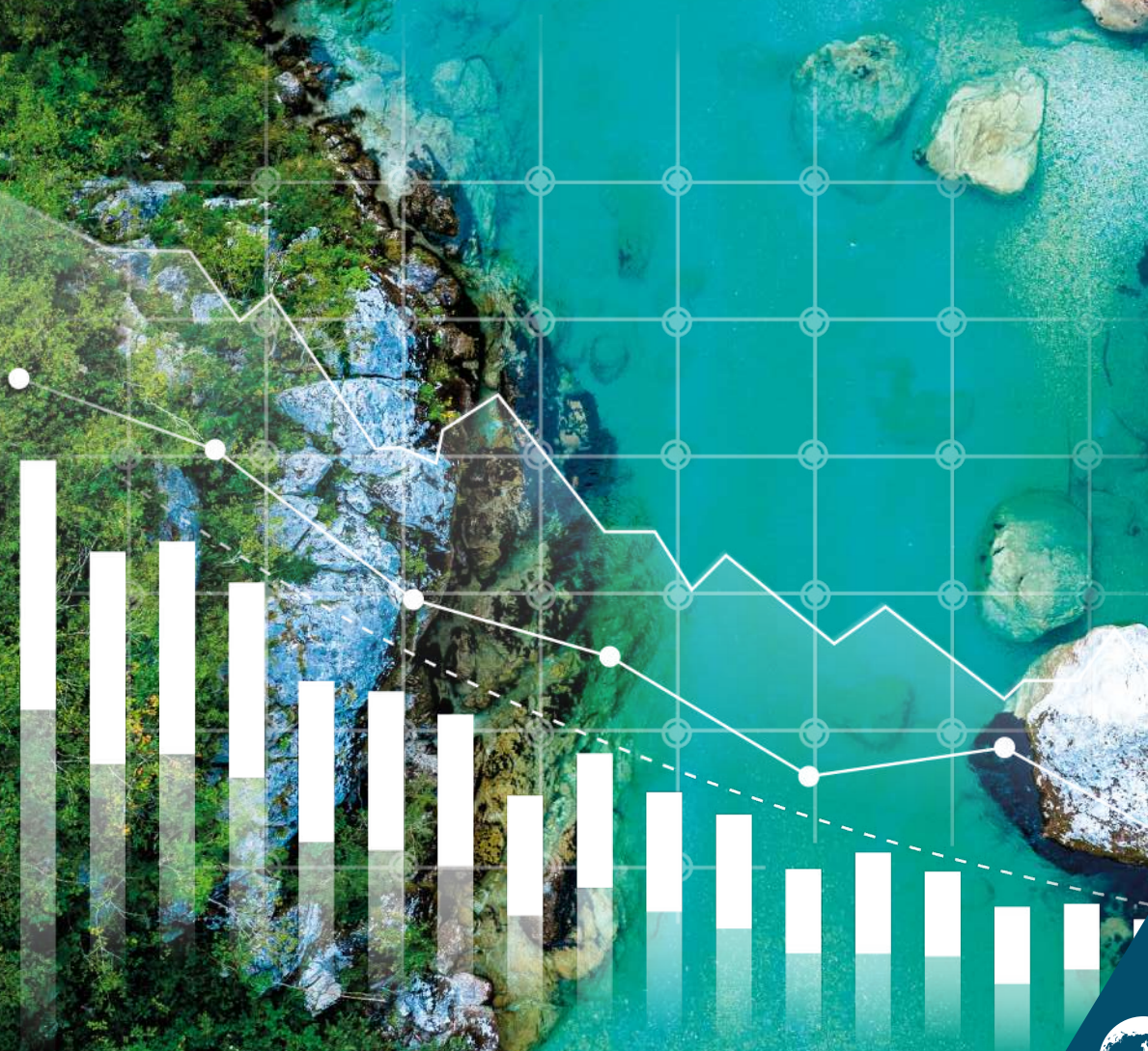
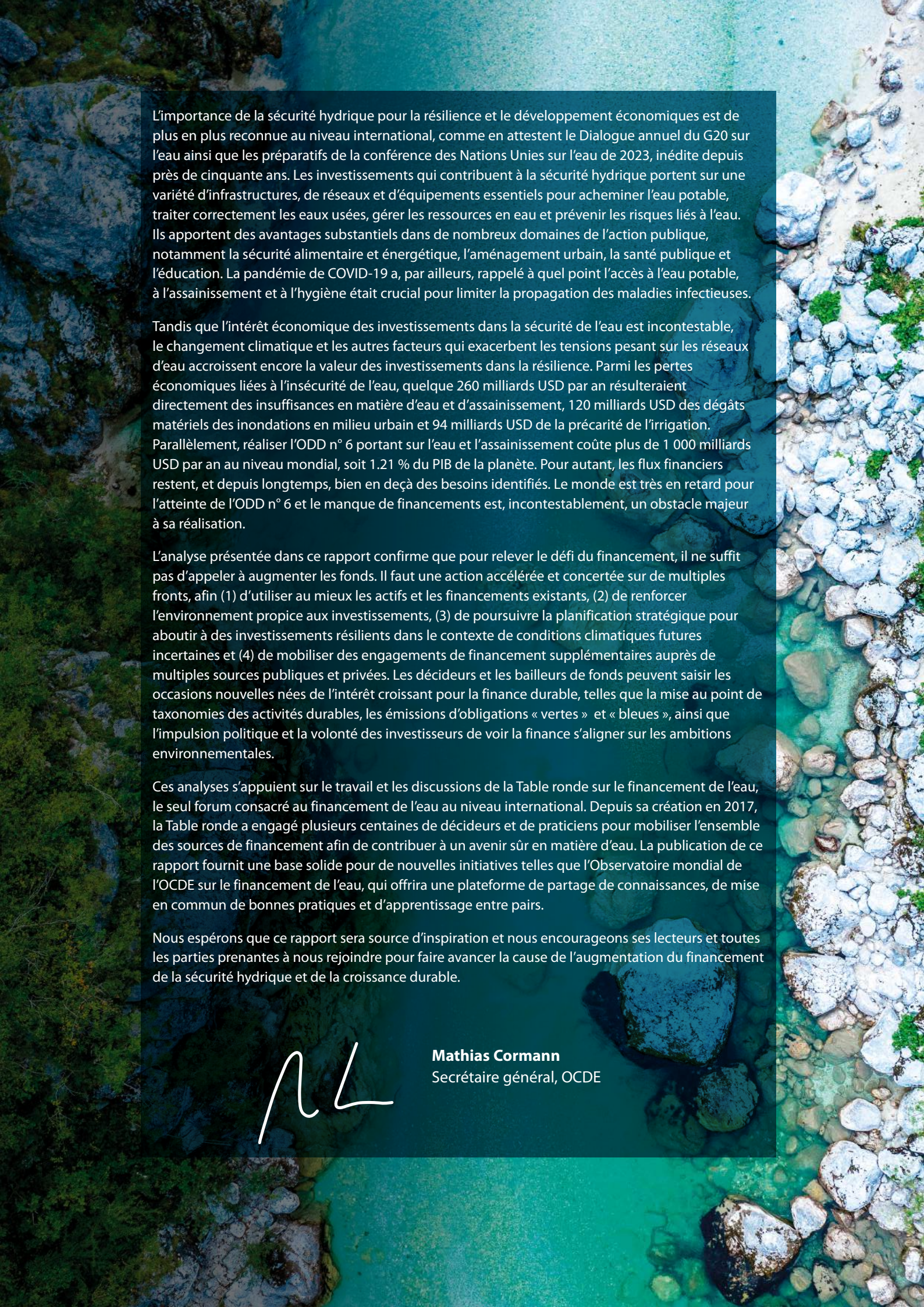


# Financer la sécurité hydrique de demain

CLÉS POUR L'ACTION





L'importance de la sécurité hydrique pour la résilience et le développement économiques est de plus en plus reconnue au niveau international, comme en attestent le Dialogue annuel du G20 sur l'eau ainsi que les préparatifs de la conférence des Nations Unies sur l'eau de 2023, inédite depuis près de cinquante ans. Les investissements qui contribuent à la sécurité hydrique portent sur une variété d'infrastructures, de réseaux et d'équipements essentiels pour acheminer l'eau potable, traiter correctement les eaux usées, gérer les ressources en eau et prévenir les risques liés à l'eau. Ils apportent des avantages substantiels dans de nombreux domaines de l'action publique, notamment la sécurité alimentaire et énergétique, l'aménagement urbain, la santé publique et l'éducation. La pandémie de COVID-19 a, par ailleurs, rappelé à quel point l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène était crucial pour limiter la propagation des maladies infectieuses.

Tandis que l'intérêt économique des investissements dans la sécurité de l'eau est incontestable, le changement climatique et les autres facteurs qui exacerbent les tensions pesant sur les réseaux d'eau accroissent encore la valeur des investissements dans la résilience. Parmi les pertes économiques liées à l'insécurité de l'eau, quelque 260 milliards USD par an résulteraient directement des insuffisances en matière d'eau et d'assainissement, 120 milliards USD des dégâts matériels des inondations en milieu urbain et 94 milliards USD de la précarité de l'irrigation. Parallèlement, réaliser l'ODD n° 6 portant sur l'eau et l'assainissement coûte plus de 1 000 milliards USD par an au niveau mondial, soit 1.21 % du PIB de la planète. Pour autant, les flux financiers restent, et depuis longtemps, bien en deçà des besoins identifiés. Le monde est très en retard pour l'atteinte de l'ODD n° 6 et le manque de financements est, incontestablement, un obstacle majeur à sa réalisation.

L'analyse présentée dans ce rapport confirme que pour relever le défi du financement, il ne suffit pas d'appeler à augmenter les fonds. Il faut une action accélérée et concertée sur de multiples fronts, afin (1) d'utiliser au mieux les actifs et les financements existants, (2) de renforcer l'environnement propice aux investissements, (3) de poursuivre la planification stratégique pour aboutir à des investissements résilients dans le contexte de conditions climatiques futures incertaines et (4) de mobiliser des engagements de financement supplémentaires auprès de multiples sources publiques et privées. Les décideurs et les bailleurs de fonds peuvent saisir les occasions nouvelles nées de l'intérêt croissant pour la finance durable, telles que la mise au point de taxonomies des activités durables, les émissions d'obligations « vertes » et « bleues », ainsi que l'impulsion politique et la volonté des investisseurs de voir la finance s'aligner sur les ambitions environnementales.

Ces analyses s'appuient sur le travail et les discussions de la Table ronde sur le financement de l'eau, le seul forum consacré au financement de l'eau au niveau international. Depuis sa création en 2017, la Table ronde a engagé plusieurs centaines de décideurs et de praticiens pour mobiliser l'ensemble des sources de financement afin de contribuer à un avenir sûr en matière d'eau. La publication de ce rapport fournit une base solide pour de nouvelles initiatives telles que l'Observatoire mondial de l'OCDE sur le financement de l'eau, qui offrira une plateforme de partage de connaissances, de mise en commun de bonnes pratiques et d'apprentissage entre pairs.

Nous espérons que ce rapport sera source d'inspiration et nous encourageons ses lecteurs et toutes les parties prenantes à nous rejoindre pour faire avancer la cause de l'augmentation du financement de la sécurité hydrique et de la croissance durable.



**Mathias Cormann**  
Secrétaire général, OCDE

# Introduction



Les investissements qui contribuent à la sécurité hydrique sont porteurs de bénéfices substantiels pour les collectivités, les économies et l'environnement. La catégorie des « investissements liés à l'eau » recouvre tout ce qui assure la fourniture de services d'eau et d'assainissement et permet la gestion des ressources en eau et des risques liés à l'eau (risques de surabondance, de pénurie et de pollution excessive).

Ces investissements peuvent concerner des infrastructures « grises » classiques, des solutions fondées sur la nature, ou une combinaison des deux, ou encore de grandes infrastructures centralisées ou de petits réseaux décentralisés d'eau et d'assainissement.

Si les types d'investissements dans la sécurité hydrique sont divers, il en va de même pour la variété des bailleurs de fonds et des approches financières possibles. Le capital peut être fourni par des entités publiques, des banques de développement, des investisseurs institutionnels et des investisseurs privés, ou différentes combinaisons de ces acteurs – tous ayant des mandats, des objectifs d'investissement, une propension au risque et des besoins en liquidités différents. Cette diversité impose des instruments et des modes de financement adaptés.

Les investissements dans la sécurité hydrique sont liés à plusieurs secteurs d'activité et domaines de politique publique, tels que l'environnement, la biodiversité, l'agriculture, l'énergie, l'aménagement urbain ou encore la santé publique. Par leur caractère transversal, ces investissements sont essentiels pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD) et les objectifs mondiaux en matière de climat et de biodiversité, ainsi que pour contribuer à une reprise verte et résiliente post-COVID-19.

Au niveau mondial, les effets positifs des investissements stratégiques dans la sécurité hydrique pourraient se chiffrer à plusieurs centaines de milliards de dollars par an. Malgré cela, le secteur de l'eau connaît un manque chronique de financement. Ces Clés pour l'action reprennent les principaux messages de la publication **Financing a Water Secure Future** (OCDE, 2022<sup>[1]</sup>), résumant les enseignements importants tirés de la Table ronde sur le financement de l'eau et des analyses connexes réalisées entre 2017 et 2021. Elles offrent une vision actualisée des principaux défis du financement des investissements liés à l'eau et des options possibles pour relever ces défis. Le document fournit également une vision pour les futurs travaux de l'OCDE sur le financement de l'eau ainsi que des orientations pour dépasser les obstacles au financement d'un avenir garantissant la sécurité hydrique.

# I. Le financement de l'eau : défis et tendances actuelles



Les investissements dans les services et les ressources en eau améliorent le bien-être des personnes et la résilience des écosystèmes et des économies – malgré cela, le déficit de financement dans le secteur est toujours aussi important. Des niveaux d'investissement adéquats pour la sécurité hydrique ont le potentiel de sauver des vies et d'améliorer la santé humaine, d'éviter des pertes économiques et d'accroître la résilience de secteurs et d'économies entières.

Les caractéristiques spécifiques au secteur qui entravent les flux de financement pour l'eau sont les suivantes :

## Le défi en chiffres :

**2 milliards**

de personnes n'ont pas accès à des services d'eau potable gérés en toute sécurité

**3.6 milliards**

de personnes n'ont accès qu'à des services d'assainissement extrêmement rudimentaires<sup>1</sup>

**120 milliards USD**

de pertes économiques par an liées aux dégâts matériels des inondations en milieu urbain à l'échelle mondiale<sup>2</sup>

## Les besoins de financement mondiaux :

Le coût mondial de la réalisation de l'ODD n°6 est estimé à

**1 000 milliards USD**

soit

**1.21%**

du produit brut mondial<sup>3</sup>

- Les investissements dans le domaine de l'eau génèrent un ensemble d'**avantages collectifs et individuels**, provenant à la fois de biens et de services et de la réduction des risques liés à l'eau. Or, nombre de ces avantages ne sont pas forcément valorisés, de sorte qu'il n'est pas évident de générer les flux de recettes associés aux investissements.
- La ressource en eau et les avantages qui y sont associés sont généralement **sous-évalués**.
- Les **projets bancables bien préparés**, avec des flux de recettes clairement définis et des modèles commerciaux viables, **manquent**.
- **L'environnement politique et institutionnel est peu propice** à l'investissement, ce qui limite le développement de modèles de financement durables.
- Les besoins et les caractéristiques de l'offre et de la demande de financement sont **asymétriques**. Les infrastructures hydriques se caractérisent généralement par une forte intensité capitalistique, une longue durée de vie et des coûts irrécupérables élevés. Elles demandent donc des investissements d'un coût initial élevé, suivis d'un amortissement à long, voire très long terme (vingt à trente ans). Or, les investisseurs commerciaux, à la recherche de rendements rapides, privilégient les projets à court terme.
- Étant **relativement modestes et fragmentés**, les investissements liés à l'eau présentent des **coûts de transaction élevés et des risques perçus comme importants**.
- Les **données et outils d'analyse** pour évaluer ces investissements complexes et documenter leurs performances **manquent**, et les bailleurs de fonds et les investisseurs ont une connaissance limitée du secteur.

## 1. NOUVEAUX DÉFIS LIÉS À LA COVID-19

Pendant la pandémie de COVID-19, l'hygiène et le lavage des mains ont été mis en avant comme des pratiques primordiales pour lutter contre la propagation du virus ; or, 2.3 milliards de personnes ne disposent pas d'installations de base pour se laver les mains chez elles et 3.6 milliards n'ont pas accès à un service d'assainissement géré en toute sécurité (ONU-Eau, 2021<sup>[2]</sup>). La pandémie a mis en évidence l'importance de l'eau et de l'hygiène, mais elle a en même temps exacerbé les problèmes de financement dans ce secteur.

- La demande d'eau commerciale et industrielle a chuté de 27 % au cours des premiers mois de la pandémie<sup>4</sup>.
- Les compagnies des eaux partout dans le monde ont suspendu les mesures à l'encontre des mauvais payeurs ou baissé les prix de l'eau<sup>4</sup>.
- Les niveaux de dette publique ont considérablement augmenté dans les économies émergentes et les pays de l'OCDE.

Conséquences politiques et institutionnelles possibles :

### Défis et opportunités en matière de financement

- Une baisse sensible des recettes et une perte de revenus pour la plupart des services d'eau au cours des premiers mois de la pandémie.
- Un manque éventuel de financement public pour les projets d'infrastructures hydriques en raison de l'augmentation des niveaux de dette publique.
- Des financements supplémentaires potentiels provenant des dispositifs de relance axés sur la durabilité et les infrastructures.



## 2. DES DÉFIS EXACERBÉS PAR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le cycle de l'eau est un élément fondamental du système climatique. Au travers de lui se manifestent de nombreux effets du changement climatique tels que la modification du régime des précipitations ou l'intensité et la fréquence accrues des inondations et des sécheresses. La façon dont ces impacts climatiques affectent le cycle de l'eau aux niveaux local et régional varie considérablement à travers le monde et une très grande incertitude y est associée. Cela rend très difficile la planification, le financement et l'exploitation d'infrastructures hydriques. Les principales répercussions attendues sont :

- Probabilité de précipitations torrentielles 50 % plus élevée par rapport à la période de 1850 à 1900 en moyenne.
- Probabilité d'épisodes de sécheresse deux fois plus élevée que durant la période de 1850 à 1900 en moyenne<sup>5</sup>.
- À l'horizon de 2050, plus de la moitié de la population mondiale vivant dans des régions soumises à un stress hydrique<sup>6</sup> et 1.6 milliard de personnes exposées au risque d'inondation<sup>7</sup>.
- Possible dégradation de la qualité de l'eau en conséquence de la prolifération d'algues et de bactéries toxiques favorisée par l'augmentation des températures.

Conséquences possibles de ces incertitudes :

### Questionnement des méthodes classiques de planification

- La planification des investissements et la prise de décision en matière d'infrastructures sont traditionnellement fondées sur des données historiques et les tendances passées de la disponibilité de l'eau, qui ne sont pas un guide fiable pour les conditions futures.
- Les outils et les méthodes d'évaluation traditionnels utilisés pour la planification des investissements ne sont pas adaptés pour tenir compte de l'incertitude.
- Les choix d'infrastructures hydriques construites aujourd'hui sont déterminants pour des décennies, alors que le climat continue d'évoluer, ce qui renforce l'intérêt de solutions flexibles et adaptatives.



Ces impératifs montrent bien la nécessité de nouvelles approches de planification et de prise de décision, qui intègrent l'évolutivité des conditions et l'incertitude si l'on veut que, quelles que soient les conditions futures, les infrastructures hydriques restent robustes et flexibles.

1. ONU-Eau, 2021<sup>[2]</sup>  
 2. Sadoff et al., 2015<sup>[3]</sup>  
 3. Strong et al., 2020<sup>[4]</sup>  
 4. GWI, 2020<sup>[5]</sup>

5. Dans un scénario de réchauffement de 1.5°C. GIEC, 2021<sup>[6]</sup>  
 6. ONU-Eau, 2018<sup>[7]</sup>  
 7. ONU, 2020<sup>[8]</sup>

### 3. PERSPECTIVE RÉGIONALE : EUROPE

#### Défis et opportunités pour le financement de l'eau potable et de la protection contre les inondations

Les ordres de grandeur des niveaux de financement, des besoins d'investissement et des capacités de financement dans le domaine de l'eau varient beaucoup d'une région à l'autre. En Europe, une perspective régionale est particulièrement pertinente, car les États membres de l'UE partagent des ambitions communes en matière de sécurité hydrique définies dans la directive-cadre sur l'eau et les directives connexes de l'UE.

Niveau actuel d'investissement :

**100 milliards EUR**  
pour l'approvisionnement en eau et  
l'assainissement par an dans les États  
membres de l'UE<sup>8</sup>

Ce qui est nécessaire d'ici 2030 :  
au moins

**289 milliards EUR**  
d'investissements cumulés  
supplémentaires<sup>8</sup>

#### Niveaux de dépenses et besoins d'investissement variés

Actuellement, les dépenses annuelles pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement ainsi que pour la protection contre les inondations diffèrent beaucoup d'un État membre à l'autre :

8 États membres dépensent :

**< 100 EUR par  
habitant et par an**

6 États membres dépensent

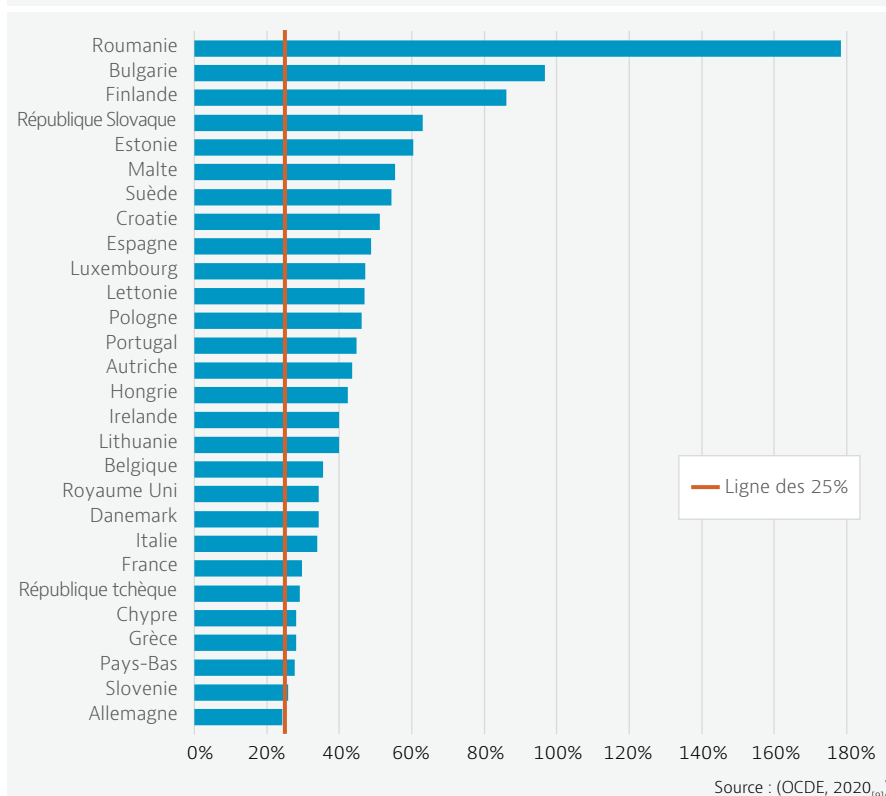
**> 250 EUR par  
habitant**

Les divergences entre les pays s'expliquent par les différences dans le coût des services et les conditions locales, ainsi que dans les efforts consacrés à l'investissement et à l'exploitation des services ou à l'efficacité des programmes de dépenses.

#### Besoins d'investissement futurs

Tous les États membres doivent augmenter leurs dépenses annuelles pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement d'au moins 20 % (170 % dans le cas de la Roumanie), afin d'atteindre et de maintenir la conformité avec les directives européennes sur l'eau (OCDE, 2020<sup>[9]</sup>).

Graphique 1 - Augmentation des dépenses nécessaires d'ici 2030, par an en %.



#### Sources de financements

##### TARIFS

- Ils représentent environ 70 % du financement de l'eau et de l'assainissement (E&A).
- Dans 24 États membres de l'UE, 95 % de la population pourraient payer davantage pour leur facture d'eau, sans être confrontés à des contraintes financières.

##### BUDGETS PUBLICS

- Ils représentent plus de 80 % des dépenses totales pour l'E&A.
- Les pays dont le ratio dette/PIB est élevé, comme la Grèce, le Portugal ou l'Italie, peuvent difficilement augmenter leur budget public consacré à l'eau.

##### TRANSFERTS DE L'UE

- Ils couvrent jusqu'à 13 % des dépenses totales d'E&A dans certains pays.
- Les fonds de cohésion de l'UE sont appelés à diminuer.

##### FINANCEMENT COMMERCIAL

- Il n'est utilisé que de manière marginale, le financement par la dette commerciale représentant 6 % des dépenses totales pour l'E&A.
- Il pourrait contribuer à combler le déficit de financement dans les États membres de l'UE.

8. Dans l'E&A, pour atteindre la conformité avec les directives européennes sur l'eau. OCDE, 2020<sup>[9]</sup>

## 4. PERSPECTIVE RÉGIONALE : ASIE-PACIFIQUE

### Défis et opportunités pour le financement de l'eau

Les pays d'Asie-Pacifique ne partagent pas un ensemble commun de réglementations relatives à la sécurité hydrique, mais leurs ambitions en la matière peuvent être rattachées à une ligne directrice commune, et notamment des cibles de l'ODD n° 6.

#### Besoins d'investissement pour atteindre l'ODD n° 6

La plupart des pays de la région devront allouer **entre 1 % et 2 % de leur PIB** aux infrastructures d'E&A sur la période 2015-2030 pour assurer un accès universel à l'eau potable et à l'assainissement. Pour la République populaire de Chine (ci-après « la Chine »), ce montant peut atteindre 60 milliards USD par an et, pour d'autres pays, **dépasser 20 USD par habitant et par an** (BAD, 2020<sub>[10]</sub>).

#### Prévention des inondations

Les impacts sur les populations et l'ampleur des besoins d'investissements dans la protection contre les inondations sont majoritairement concentrés dans les pays à revenu faible ou intermédiaire.

#### Exposition au risque d'inondation<sup>10</sup>

<b>Population exposée</b>	Bangladesh	<b>Plus de 11%</b> de la population exposés d'ici à 2030
	Inde	<b>Plus de 20 millions</b> de personnes supplémentaires exposées sur la période 2010-2030
<b>PIB exposé en 2030</b>	Inde	<b>Plus de 280 milliards USD</b>
	Chine	<b>220 milliards USD</b>
	Indonésie	<b>Plus de 100 milliards USD</b>

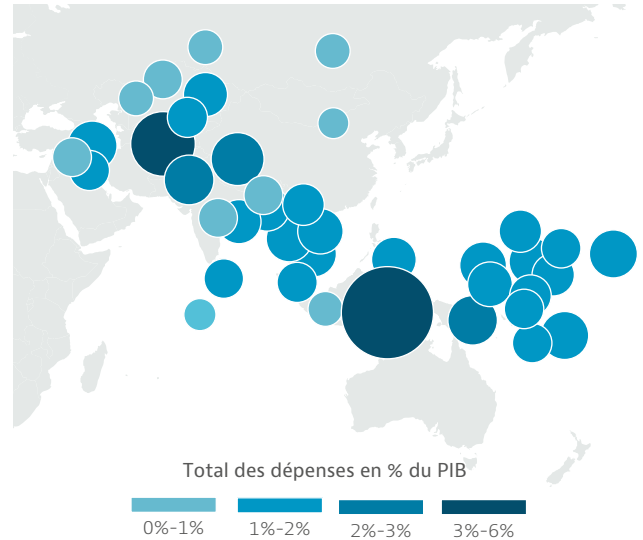
#### Irrigation

En Asie, pour assurer la sécurité alimentaire dans un contexte de croissance démographique, les besoins en irrigation vont augmenter et, avec eux, les besoins en investissements.

#### Besoins en investissements pour l'irrigation entre 2015 et 2030<sup>11</sup>

Asie de l'Est et Pacifique	<b>6.8 milliards USD</b> par an
Asie du sud	<b>5.1 milliards USD</b> par an

Graphique 2 - Déficit d'investissement dans les infrastructures d'E&A d'ici 2030<sup>9</sup>



#### Sources de financements

##### TARIFS

- Ils sont relativement bas, et insuffisants pour couvrir les coûts d'exploitation et d'entretien.
- Dans certains pays, ils représentent plus de 10 % du revenu du ménage du quintile moyen, ce qui met en évidence les problèmes d'accessibilité financière pour certaines parties de la population.

##### BUDGETS PUBLICS

- Ils sont la principale source de financement, certains pays consacrant plus de 5 % de leur PIB à l'E&A.
- Le prélèvement de taxes et de surtaxes pour le secteur de l'eau reste peu exploré.

##### AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

- Elle représente une faible proportion des dépenses totales.
- Elle peine à atteindre des pays parmi ceux qui en ont le plus besoin, comme le Timor-Oriental, le Bangladesh, le Myanmar, l'Afghanistan et la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

##### FINANCEMENT COMMERCIAL

- Il n'est mobilisé que dans quelques économies à faible risque en Asie, bien qu'il soit disponible dans tous les pays de la région Asie-Pacifique.

9. Pour atteindre ODD n°6. BAD, 2020<sub>[10]</sub>

10. BAD, 2020<sub>[10]</sub>

11. Rosegrant et al., 2017<sub>[11]</sub>

## 5. PERSPECTIVE SECTORIELLE : L'EAU AGRICOLE

### Besoins et défis en matière de financement

Les ressources en eau revêtent un caractère critique pour la production agricole et la sécurité alimentaire. Le secteur agricole représente 85 % de la consommation mondiale d'eau douce (OCDE, 2017<sup>[4]</sup>). Dans les pays en développement, les moyens de subsistance de maintes communautés rurales sont déterminés par la sécurité hydrique et l'agriculture ou la pêche artisanales.

La croissance démographique et la modification des habitudes alimentaires entraînent une hausse des exigences de productivité et d'efficacité de l'agriculture. Les effets du changement climatique tels que la modification du régime des précipitations et les bouleversements de l'offre et de la demande d'eau sont des défis supplémentaires pour le secteur agricole. Les investissements dans l'eau agricole (p. ex., dans les techniques d'irrigation) peuvent aider à relever ces défis, en améliorant la productivité et la sécurité alimentaire, et en contribuant à l'adaptation au changement climatique et au renforcement de la résilience du secteur.

Cependant, si les investissements dans l'expansion de l'irrigation peuvent ouvrir des possibilités dans certaines régions, dans d'autres qui sont de plus en plus sèches mais actuellement irriguées, augmenter l'irrigation n'est peut-être pas la solution la plus durable. Cela montre à quel point la gestion des ressources en eau dans l'agriculture exige des décisions d'investissement globales et prospectives.

**En 2019**, le soutien public pour l'eau liée à l'agriculture dans 54 pays<sup>12</sup> totalisait **41.6 milliards USD**, dont 70 % étaient consacrés à l'irrigation. Le graphique ci-dessous montre la tendance du soutien total depuis le début du millénaire ; de 25.9 milliards USD en 2000, il est passé à un record de 54.2 milliards USD en 2011. Près des trois quarts de ces fonds ont été déployés dans les pays émergents non membres de l'OCDE, notamment en Inde et en Chine (58 % du total) (Ashley et Gruère, 2021<sup>[12]</sup>).

### Les besoins d'investissement et leurs déterminants<sup>13</sup>

Plus de

**275 millions ha**

de cultures irriguées profiteraient d'une utilisation plus efficace de l'eau

**171 millions ha**

sont soumis à un stress hydrique élevé et nécessitent une action urgente.

Environ

**1.2 million de personnes**

vivent dans des zones irriguées ou pluviales extrêmement pauvres en eau et touchées par des pénuries hydriques.

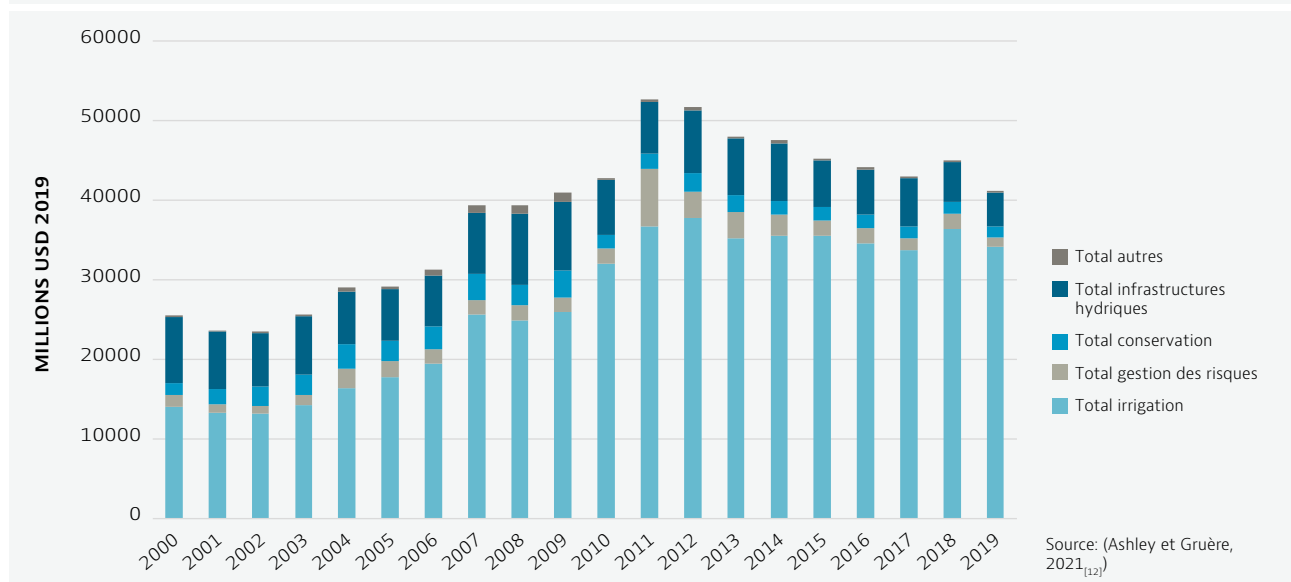
### Exemples régionaux

- **Asie de l'Est et Pacifique** : les besoins en investissements pour l'expansion de l'irrigation et l'amélioration de l'efficacité et de la gestion de l'eau entre 2015 et 2030 sont de 6.8 milliards USD par an (BAD, 2020<sup>[10]</sup>).
- **Asie du Sud** : les besoins en investissements pour l'expansion de l'irrigation et l'amélioration de l'efficacité et de la gestion de l'eau entre 2015 et 2030 sont de 5.1 milliards USD par an (Rozenberg et Fay, 2019<sup>[13]</sup>).
- **Pays arabes d'Afrique du Nord et du Machrek** : les besoins en investissements pour le remplacement, la mise à niveau et le renouvellement des équipements dans l'irrigation ainsi que pour l'amélioration de son efficacité se situent entre 0.08 et 0.16 % du PIB régional (ibid.).

12. Les 27 États membres de l'UE + le Royaume-Uni (agrégés), les autres pays membres de l'OCDE et 11 économies émergentes.

13. FAO, 2020<sup>[14]</sup>

Graphique 3 - Soutien total à l'agriculture lié à l'eau dans 54 pays





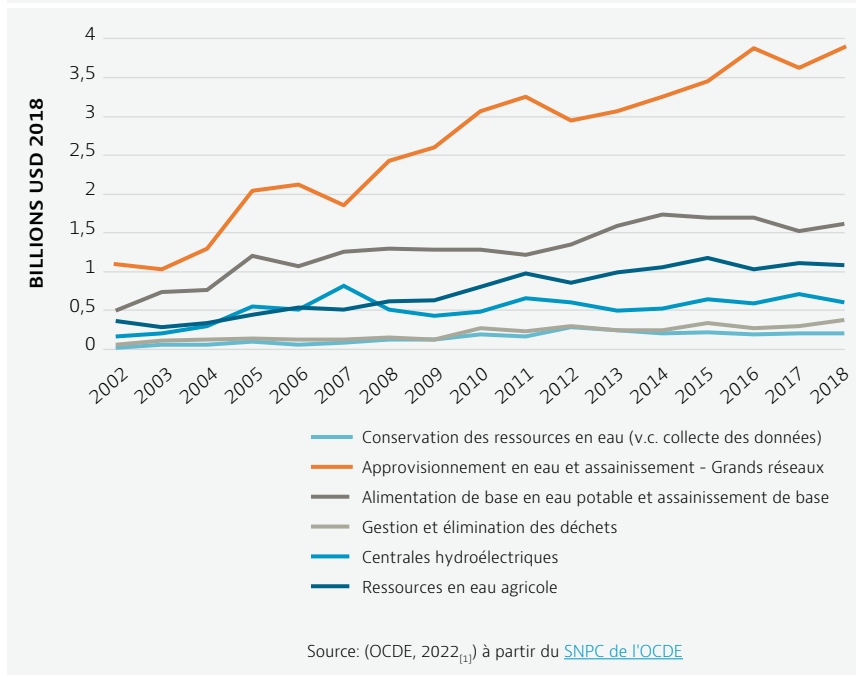
## 6. LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT POUR L'EAU : TENDANCES ACTUELLES

L'aide publique au développement (APD) en faveur de l'eau a augmenté régulièrement depuis 2002, suivant la même tendance que l'APD en général, dont les flux ont été multipliés par 2.5.

### Tendances de l'APD liées à l'eau au cours des 20 dernières années

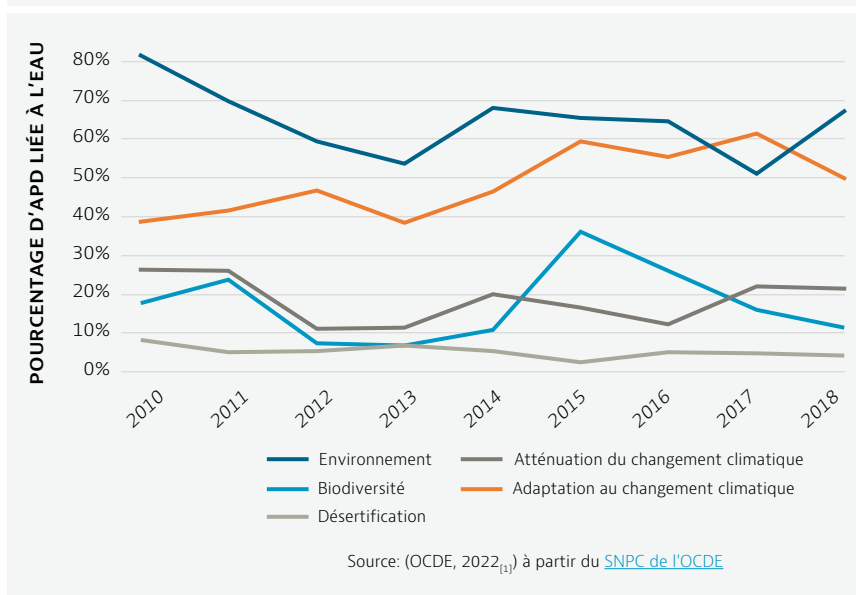
Les flux d'APD liés à l'eau ont été principalement consacrés aux grandes infrastructures d'eau et d'assainissement et, en deuxième lieu, aux équipements de base.

Graphique 4 – Flux d'APD par sous-secteur de l'eau



Les investissements liés à l'eau peuvent contribuer sensiblement aux **objectifs environnementaux**. Ainsi, par exemple, plus de 50 % de l'APD allouée à l'eau sont considérés comme contribuant à l'adaptation.

Graphique 5 – APD dans le secteur de l'eau, selon les marqueurs Rio



120 milliards USD

d'APD pour l'eau, soit 5%



Une tendance à passer des subventions aux prêts

a été observée entre 2002 et 2018 :

Les prêts représentent

44%

de l'APD dans le secteur de l'eau en 2002



61%

de l'APD dans le secteur de l'eau en 2018

## 7. INCIDENCES SECTORIELLES

### Comment les risques liés à l'eau peuvent aboutir à des risques financiers substantiels

#### Les risques liés à l'eau entraînent des coûts importants pour les économies et les sociétés.

Au cours des deux dernières décennies, les seules inondations et les sécheresses ont causé à elles seules plus de 166 000 décès et entraîné près de 700 milliards USD de perte économiques (EM-DAT, 2019<sup>[15]</sup>). De plus, l'insécurité hydrique liée à l'inadéquation de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement d'une part et à la précarité pour les irrigants d'autre part cause à l'échelle mondiale des pertes économiques de respectivement 260 milliards USD et 94 milliards USD par an (Sadoff et al., 2015<sup>[3]</sup>).

Les impacts des risques liés à l'eau peuvent se propager par de multiples canaux, perturbant les exploitations industrielles, la production agricole, les chaînes d'approvisionnement et les marchés mondiaux des produits de base. Ces risques peuvent se matérialiser à différentes échelles et avoir des implications à tous les niveaux, du ménage à l'entreprise, à l'industrie et au secteur d'activité, jusqu'au risque systémique. Par exemple, en 2021, le Taipei chinois, où se trouvent certains des plus grands fabricants mondiaux de semi-conducteurs, a connu la pire sécheresse depuis des décennies. Ce déficit hydrique brutal a ralenti la production de puces, extrêmement gourmande en eau, au point de créer une pénurie mondiale, générale et sans précédent, de microprocesseurs pour les ordinateurs, les écrans, les téléviseurs, les smartphones, les tablettes et les automobiles.

#### Les approches actuelles de l'évaluation des risques, en particulier dans le secteur financier, ne semblent pas refléter et traiter pleinement les risques liés à l'eau.

Mieux intégrer les risques liés à l'eau dans le système financier pourrait contribuer à orienter les flux de financement vers des investissements qui réduisent la vulnérabilité physique et économique et à limiter les investissements qui augmentent l'exposition à ces risques (OCDE, 2021<sup>[16]</sup>).

#### Impacts financiers des risques liés à l'eau pour les entreprises

Dans les réponses à l'enquête 2020 du CDP, plus de 2 900 entreprises faisaient état de répercussions des risques liés à l'eau sur leurs activités.

Les principaux facteurs de ces répercussions étaient les événements physiques (p. ex., inondations), suivis de la réglementation (p. ex., changements de réglementation sur la qualité et le volume des rejets, augmentation des prix de l'eau ou renforcement des normes d'utilisation efficiente de l'eau) (voir le graphique 6).

Les risques liés à l'eau peuvent avoir des répercussions importantes sur la valeur d'une entreprise<sup>14</sup>:

Répercussions immédiates :  
**16.7 milliards USD**

Valeur des impacts commerciaux liés à l'eau en 2020

En danger aujourd'hui et à l'avenir :

**336.3 milliards USD**

- 206.7 milliards USD : secteur manufacturier
- 34.5 milliards USD : secteur des matériaux
- 30.2 milliards USD : production d'électricité
- 64.9 milliards USD : autres secteurs

Valeur commerciale menacée par les effets néfastes de l'eau

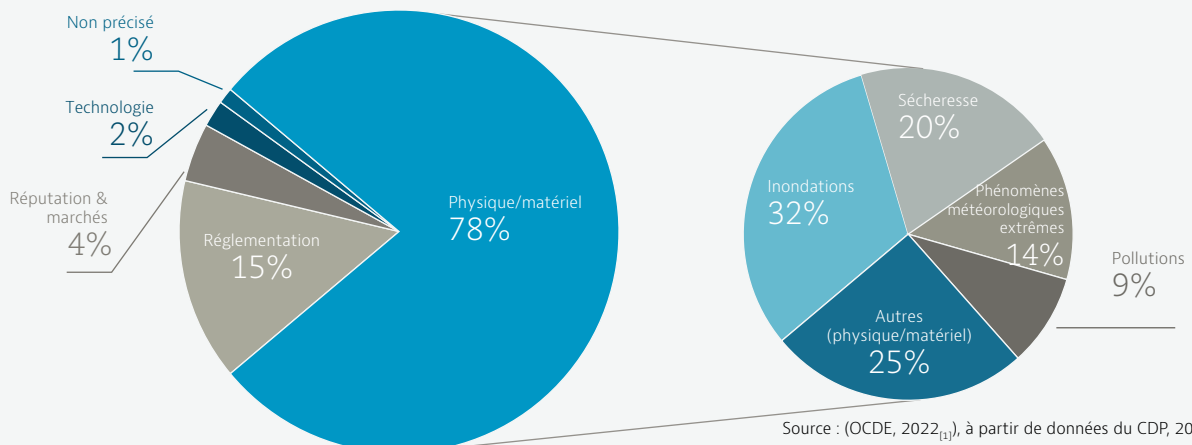
14. OCDE, 2022<sup>[17]</sup>, à partir des données du CDP, 2020<sup>[17]</sup>



#### Les entreprises ont déclaré que ces risques conduisaient à :

- une réduction ou un arrêt de la production et des capacités de production ;
- des perturbations dans la chaîne d'approvisionnement ;
- une augmentation des frais d'exploitation ;
- l'imposition d'amendes et de sanctions.

Graphique 6 – Causes des impacts négatifs liés à l'eau indiquées par les entreprises au CDP en 2020



Source : (OCDE, 2022<sup>[17]</sup>), à partir de données du CDP, 2020<sup>[19]</sup>

## II. Axes d'action pour répondre au défi du financement



**Le défi du financement de la sécurité hydrique appelle une réflexion et une action urgentes.** Il est vital de veiller à ce que les investissements liés à l'eau présentent un bon rapport coût-bénéfice et produisent des avantages tangibles en matière de sécurité hydrique et de croissance durable et ce, à long terme.

**L'écart entre les besoins d'investissement et les flux de financement témoigne de l'inadéquation de l'« offre » actuelle de politiques, de stratégies de financement et de mécanismes de mobilisation et d'orientation des capitaux.** Le financement public et l'aide au développement, bien qu'essentiels pour financer la sécurité hydrique, ne sont pas disponibles à l'échelle pour couvrir les besoins d'investissement d'aujourd'hui et de demain. Mais, au-delà des volumes de financement, pour maximiser les bénéfices et les synergies, il faudrait aussi que chaque investissement, chaque projet s'inscrive dans une volonté claire de mettre en place un système de gestion de l'eau résilient.

Une approche multidimensionnelle du financement et de la planification est nécessaire. **Trois axes d'action principaux peuvent améliorer l'efficacité et l'efficience des investissements liés à l'eau** et constituent la condition préalable à la mobilisation de sources de financement supplémentaires.

### AXE D'ACTION I.

#### Renforcer l'environnement propice aux investissements

Un environnement propice aux investissements hydriques se caractérise par l'existence d'**un ensemble de politiques publiques, de réglementations et d'institutions qui facilitent l'investissement dans des activités contribuant à la sécurité de l'eau.** Le cadre politique comprend à la fois les politiques spécifiques à l'eau et les politiques liées au secteur financier et aux marchés financiers. Des politiques, une réglementation et des institutions adaptées permettront que chaque investissement apporte les avantages escomptés et contribue à la gestion durable des ressources en eau et à la fourniture de services d'eau et d'assainissement. Elles peuvent également décourager les investissements dans des activités et des actifs qui font obstacle à la sécurité hydrique, par exemple en empêchant la construction dans les zones inondables. Un environnement propice solide renforce également la capacité du secteur de l'eau à recouvrer les coûts, à assurer un financement durable et (partant) à asseoir l'attrait du secteur pour les investisseurs.

I. Renforcer l'environnement propice aux investisseurs

II. Utiliser au mieux les sources de financement et actifs existants

III. Optimiser les besoins d'investissement futurs par la planification et l'échelonnement

## Composantes clés d'un environnement propice aux investissements

Composante clé	Exemples d'instruments ou de mécanismes	Exemples concernant le secteur de l'eau qui peuvent influencer sur l'environnement d'investissement
<b>Cadre d'action</b>	Instruments juridiques et réglementaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>Statut juridique des ressources hydriques et reconnaissance du droit à l'eau comme droit de l'être humain</li> <li>Lois et règlements relatifs aux normes de qualité de l'eau ou à la répartition des ressources en eau</li> </ul>
	Instruments d'action économiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>Tarifs des services d'E&amp;A</li> <li>Redevances, taxes ou marchés négociables pour le prélèvement d'eau ou la pollution</li> <li>Paiements pour services écosystémiques</li> <li>Assurance contre les risques liés à l'eau (les sécheresses et les inondations)</li> </ul>
	Instruments d'action Informationnels	<ul style="list-style-type: none"> <li>Tarifs des services d'E&amp;A</li> <li>Redevances, taxes ou marchés négociables pour le prélèvement d'eau ou la pollution</li> <li>Paiements pour services écosystémiques</li> <li>Assurance contre les risques liés à l'eau (les sécheresses et les inondations)</li> </ul>
	Mécanismes destinés à faciliter la cohérence des politiques publiques entre les domaines ou secteurs	<ul style="list-style-type: none"> <li>Systèmes de suivi et de contrôle des objectifs politiques communs dans un secteur donné</li> <li>Processus d'intégration systématique de certaines dimensions dans les politiques publiques (p. ex., prise en compte de la problématique climatique dans tous les secteurs)</li> </ul>
<b>Institutions</b>	Surveillance indépendante	<ul style="list-style-type: none"> <li>Fixation des tarifs d'E&amp;A par une autorité économique indépendante</li> <li>Analyse économique des plans de développement et d'investissement</li> </ul>
	Mécanisme de responsabilisation et d'amélioration des services	<ul style="list-style-type: none"> <li>Obligations relatives à la consultation du public et à sa participation dans les réformes de la tarification de l'eau</li> <li>Structures d'incitation et suivi des performances pour les entreprises d'E&amp;A (régulation économique de la fourniture des services)</li> </ul>
<b>Moyens d'appui</b>	Financements pour la mise en œuvre des politiques définies	<ul style="list-style-type: none"> <li>Application effective de la réglementation sur l'eau, par exemple par des procédures d'infraction</li> <li>Fourniture publique de données sur la demande en eau, la disponibilité de l'eau, l'exposition et la vulnérabilité aux risques liés à l'eau</li> </ul>
	Mesures de renforcement des capacités	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assistance technique, éducation et formation</li> </ul>

## AXE D'ACTION II.

### Utiliser au mieux les sources de financement et actifs existants

**Les inefficiences structurelles et opérationnelles rendent difficile l'accès aux financements disponibles et l'utilisation efficace des actifs existants.** Le secteur de l'eau a longtemps été fortement tributaire des subventions publiques (et des prêts concessionnels dans les pays en développement), une pratique qui a très souvent produit un manque d'efficacité dans l'allocation et l'utilisation des financements existants. Le financement public de l'eau peut en outre avoir pour effet d'évincer les sources de financement privées ou de décourager la participation de bailleurs de fonds privés.

Les pouvoirs publics, les organes de réglementation et de régulation et les prestataires de services peuvent envisager cinq approches interdépendantes pour optimiser l'utilisation des sources de financement et actifs existants et créer les conditions d'un accès facilité à des sources de financement plus diversifiées pour le secteur de l'eau.

1

#### Améliorer la gestion des actifs pour accroître l'efficacité opérationnelle

La gestion en temps opportun des actifs du secteur de l'eau (p. ex., réservoirs, canalisations, stations d'épuration) contribue à l'efficacité de l'exploitation et de la maintenance, ce qui, en conséquence, renforce la viabilité des services liés à l'eau et la sécurité hydrique.

2

#### Planifier les dépenses d'équipement de manière cohérente

Le secteur de l'eau doit planifier ses dépenses d'équipement de manière à garantir que les ressources financières disponibles servent à maximiser les avantages économiques, sociaux et environnementaux et à améliorer l'efficacité globale du capital.

3

#### Allouer les subventions publiques de façon ciblée

Dans nombre de pays, l'allocation des fonds publics pourrait être améliorée de façon à accroître l'équité et à assurer le meilleur usage possible des financements disponibles.

4

#### Améliorer les économies d'échelle

Des réformes institutionnelles et de marché peuvent être envisagées pour améliorer les économies d'échelle et, par là, réduire les coûts d'exploitation et les besoins d'investissement du secteur de l'eau et de l'assainissement.

5

#### Optimiser les incitations à la performance

Deux mécanismes efficaces pour stimuler la performance sont la régulation économique indépendante et les instruments fondés sur l'information, tels que les outils d'évaluation comparative, p. ex., IBNet ou AquaRating.

## AXE D'ACTION III.

### Optimiser les besoins d'investissement futurs par la planification et l'échelonnement

**Les investissements liés à l'eau doivent être résilients pour faire face aux changements systémiques.** Les solutions résilientes tiennent compte du fait que des perturbations des fonctions systémiques peuvent se produire en raison d'événements attendus ou non. Il est donc nécessaire de prévoir comment se remettre de tels événements et changements.

Les bailleurs de fonds concentrent généralement leur attention sur l'existence d'une réserve de projets bancables, mais les pouvoirs publics et les porteurs de projets n'en devraient pas moins **inscrire ces réserves de projets dans des trajectoires plus larges d'investissement stratégique** pour en assurer la résilience ainsi que la contribution à la sécurité hydrique et à une croissance durable à long terme et, de préférence, au moindre coût. Une approche stratégique à long terme peut garantir que les infrastructures procurent les avantages escomptés au cours de leur durée de vie et éviter une obsolescence prématurée ou la nécessité de coûteux travaux de modernisation ultérieurs. Une telle approche aiderait également à garantir aux investisseurs un flux stable de possibilités d'investissement et de rendements.

### Les solutions fondées sur la nature procurent des avantages multiples et s'adaptent à l'évolution des conditions



Les solutions fondées sur la nature (SfN) sont des mesures qui protègent, gèrent durablement ou restaurent la nature, dans le but de maintenir ou d'améliorer les services écosystémiques qui offrent des réponses à divers défis sociaux, environnementaux et économiques (OCDE, 2021<sub>[18]</sub>).

L'utilisation de SfN peut maximiser les synergies entre la santé des écosystèmes, la biodiversité et le bien-être humain et accroître l'atténuation du changement climatique ainsi que l'adaptation et la résilience. Les SfN sont des systèmes adaptatifs, ce qui les rend propices à la gestion de l'incertitude liée au changement climatique en évitant ou en retardant l'engagement dans des infrastructures grises à forte intensité capitalistique, et en permettant une flexibilité pour s'adapter à l'évolution des circonstances.

Un certain nombre de défis entravent l'adoption et le développement des SfN pour la sécurité hydrique. Les processus de décision et de planification sont souvent orientés vers les infrastructures grises et peuvent, par incidence, décourager l'utilisation des SfN. Il existe de longs délais entre l'investissement et la réalisation des bénéfices, qui sont également difficiles à monétiser. Les coûts de transaction peuvent être élevés en raison des spécificités des écosystèmes et de la grande variété d'acteurs impliqués.

Des modèles de financement novateurs fondés sur la valorisation des ressources en eau et des services écosystémiques peuvent aider à surmonter ces difficultés. La mise au point d'approches de financement adaptées qui soutiennent l'adoption et la faisabilité financière des SfN nécessitera des efforts complémentaires.

#### EXEMPLES DE CO-AVANTAGES GRÂCE AUX SFN :

- Les plaines inondables offrent une protection contre les inondations et peuvent atténuer de plus gros volumes qu'un canal fluvial associé à une digue – ce qui les rend plus résilientes face aux incertitudes liées aux niveaux d'inondation futurs. En outre, elles peuvent abriter des espèces d'oiseaux et de poissons et accueillir des espaces de loisirs.
- Les zones humides peuvent améliorer les ressources en eau et atténuer simultanément le changement climatique, car elles ont le potentiel de stocker deux fois plus de carbone que les forêts du monde (PNUE, 2019<sub>[19]</sub>).
- La restauration des écosystèmes dégradés peut entraîner une amélioration des ressources en eau, de la biodiversité et créer des emplois.

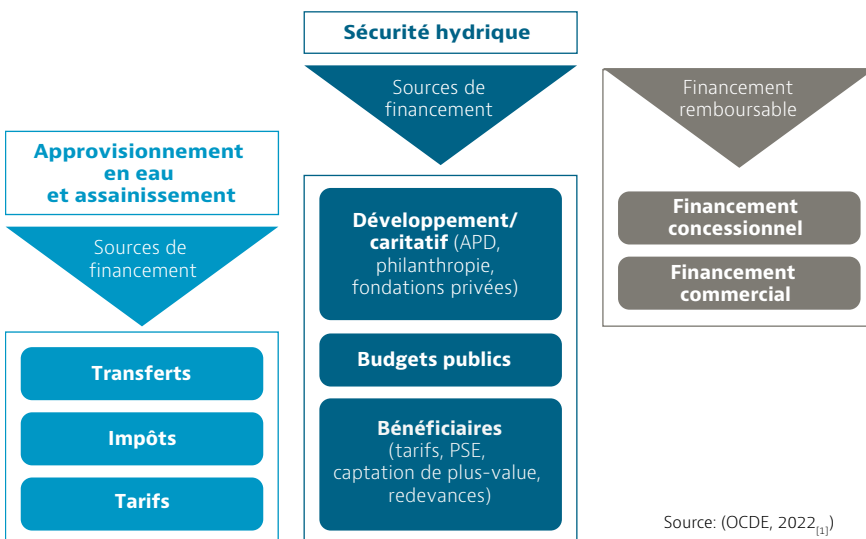
# III. Mobilisation de nouvelles sources de financements



La mobilisation de sources supplémentaires est essentielle pour aider à combler le déficit de financement des investissements dans le domaine de l'eau. Il existe une vaste étendue de possibilités pour mobiliser des fonds supplémentaires. Par exemple, les États peuvent avoir recours à une panoplie d'instruments économiques et financiers pour influencer le comportement des individus, des collectivités et des organisations et contribuer ainsi à la réalisation des objectifs de la politique de l'eau et générer des recettes pour la gestion de l'eau et la fourniture de services d'eau et d'assainissement. En outre, une fois que les bases pour le renforcement de l'environnement propice à l'investissement ont été mises en place, un éventail plus large de sources de capitaux peut également être sollicité.

La finance commerciale peut jouer un rôle important pour combler le déficit de financement dans le secteur de l'eau. À l'heure actuelle, cependant, les investissements commerciaux restent très limités.

## Sources potentielles de financement pour la sécurité hydrique



## Ils couvrent 6%

des dépenses totales dans l'E&A<sup>15</sup>, et ne représentent qu'une part infime de l'ensemble des investissements dans les bassins versants en Europe.

## Seuls 1,6%

de tous les investissements institutionnels ont été alloués aux infrastructures d'approvisionnement en eau<sup>16</sup>.

15. OCDE, 2020<sup>[9]</sup>

16. OCDE, 2020<sup>[20]</sup>

Source: (OCDE, 2022<sup>[1]</sup>)

## 1. GÉNÉRER DES FLUX DE RECETTES



Les flux de recettes sont le principal facteur de viabilité financière et remplissent plusieurs fonctions. Ils :

- couvrent le coût de la prestation des services,
- constituent une source de capital nécessaire pour maintenir ou améliorer la qualité des actifs, et
- offrent une incitation à l'apport de financements remboursables.

### EXEMPLES :

- **Le principe du bénéficiaire-payeur en pratique : Fonds pour l'eau au Mexique**

Au Mexique, le brasseur Heineken accorde des subventions au Fonds métropolitain pour l'eau de Monterrey (FAMM) qui finance des investissements dans des solutions fondées sur la nature pour la gestion des ressources en eau, et sécurise ainsi l'approvisionnement en eau pour la brasserie et ses activités, ainsi que pour la collectivité au sens large.

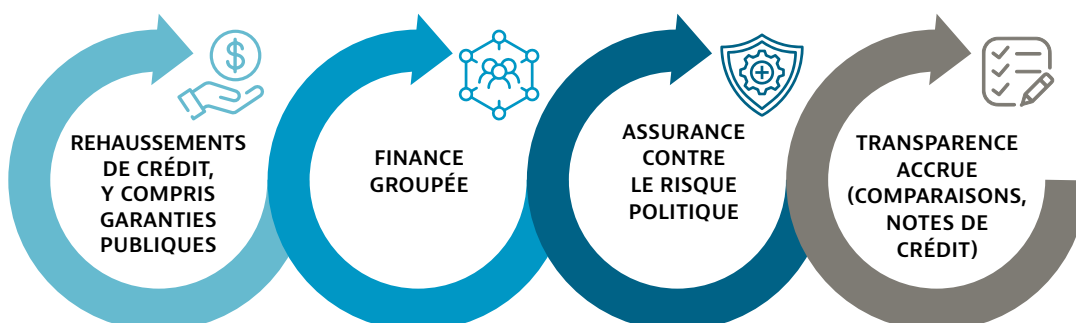
- **Le principe du pollueur-payeur en pratique : les marchés de compensation environnementale**

La société d'investissement privée américaine Ecosystem Investment Partners (EIP) gère des actifs dans la restauration et la conservation à grande échelle des écosystèmes. Grâce aux capitaux engagés par des investisseurs institutionnels tels que des fonds de pension, elle lance des projets de protection contre les inondations, d'amélioration du fonctionnement des réseaux d'eau, etc. qui génèrent des crédits pouvant être vendus sur le marché de la compensation environnementale, créant ainsi un flux de recettes.

Du point de vue des investisseurs, un déterminant majeur est la solvabilité de l'emprunteur, qui dépend de sa capacité à recouvrer les coûts et à assurer le service de la dette. Il est donc essentiel de **créer et de définir clairement les flux de recettes prévisibles des investissements liés à l'eau** et d'investir dans l'amélioration de la solvabilité des emprunteurs.

## 2. RÉDUIRE ET PARTAGER LES RISQUES D'INVESTISSEMENT

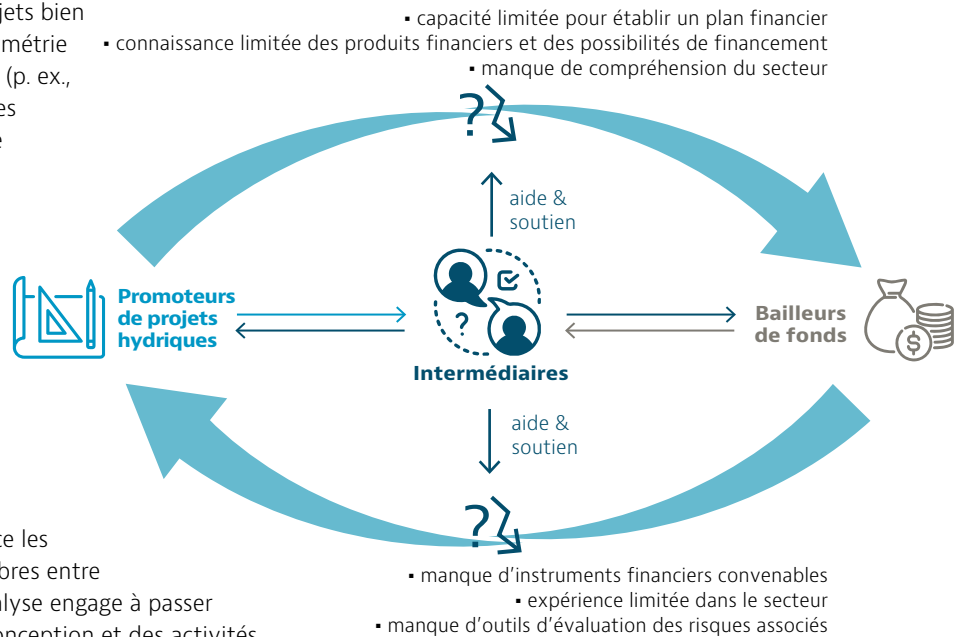
Les investisseurs commerciaux se préoccupent avant tout du **profil risque/rendement d'un investissement** et sont prudents face à l'incertitude découlant des risques liés à une opportunité d'investissement. Les investisseurs sont confrontés à une série de risques, incluant les risques *microéconomiques* (risque de crédit, par ex.), *macroéconomiques* (risque de change, par ex.), *réglementaires et politiques* (changements de réglementation ou instabilité politique, par ex.), *commerciaux et techniques* (risque de performance pour les modèles innovants comme les SfN, par ex.). Pour réduire ces risques et améliorer ainsi le profil risque-rendement des projets dans le domaine de l'eau, les fonds publics peuvent être utilisés de manière stratégique.



### 3. ÉQUILIBRER L'OFFRE ET LA DEMANDE DE FINANCEMENTS

L'un des facteurs critiques limitant les investissements commerciaux est l'absence de projets bien préparés bancables, ainsi que l'asymétrie entre la demande de financement (p. ex., par les agences de l'eau, les services publics ou d'autres prestataires de services) et l'offre de financement (p. ex., par les institutions financières).

Une analyse récente du rôle des intermédiaires pour faciliter le financement des investissements liés à l'eau a répertorié les nombreuses organisations jouant divers rôles d'interface entre la demande et l'offre (Lardoux de Pazzis et Muret, 2021<sup>[23]</sup>) et mis en évidence les lacunes, redondances et déséquilibres entre leurs activités et les besoins. L'analyse engage à passer d'une vision opportuniste de la conception et des activités des intermédiaires à une approche plus stratégique, avec le soutien des pouvoirs publics et des institutions financières.



### 4. SAISIR LES OCCASIONS QU'OFFRE L'INTÉRÊT CROISSANT POUR L'ALIGNEMENT DE LA FINANCE SUR LES OBJECTIFS ENVIRONNEMENTAUX

La finance durable suscite un intérêt croissant auprès des investisseurs, des institutions financières et des États, ce qui représente l'opportunité pour le secteur de l'eau d'attirer des investissements à impacts environnementaux et sociaux. Les objectifs visés peuvent être des **objectifs climatiques, la réduction de la pauvreté, l'autonomisation des femmes ou la justice environnementale**.

Afin d'exploiter la demande croissante des investisseurs pour des projets durables, les **bénéfices des investissements dans le secteur de l'eau pour le climat, la biodiversité et, plus généralement, l'environnement devraient être rendus visibles**. Cependant, il n'existe actuellement aucune acception commune ou définition harmonisée de ce qui est considéré comme un investissement vert ou durable, ce qui engendre un risque d'éco-blanchiment « green-washing » ou « blue-washing ». S'il existe des normes ou des paramètres, la multiplicité et l'hétérogénéité des définitions sont des freins majeurs au développement de l'investissement durable.

Partout dans le monde se développent des **taxonomies de la finance durable**, afin de surmonter ces obstacles et de définir des paramètres et des seuils clairs pour définir un projet ou un investissement durable. Un exemple parmi d'autres est la taxonomie de l'UE pour la finance durable entrée en vigueur en 2020. L'eau est directement visée dans l'un de ses six objectifs environnementaux, à savoir « l'utilisation durable et la protection des ressources aquatiques et marines », et indirectement dans les cinq autres objectifs. En incluant spécifiquement l'eau, la taxonomie de l'UE pourrait accroître la visibilité du secteur pour les acteurs des marchés financiers et pourrait sensibiliser et intéresser les investisseurs; le risque est d'augmenter les obligations de rapportage ainsi que la complexité et le coût potentiel des processus de financement.



## Financement de l'eau et de l'action pour le climat<sup>17</sup>



Les conséquences du changement climatique se manifestent à travers le cycle de l'eau et ont d'importants effets sur la sécurité hydrique, tels que l'augmentation des risques d'inondations et de sécheresses ou de fortes précipitations. Par conséquent, les investissements dans la sécurité hydrique peuvent contribuer de manière sensible à l'action pour le climat, notamment par l'adaptation, et renforcer la résilience des réseaux et des collectivités.

Mettre l'accent sur les liens entre les investissements dans la sécurité hydrique et l'action pour le climat peut aider à aligner et à augmenter les flux de financement pour la sécurité hydrique et l'action pour le climat. Cela contribue à accélérer la transition vers un avenir neutre en carbone, sûr en matière hydrique et résilient.

Établir un lien stratégique entre les investissements liés à l'eau et l'action en faveur du climat peut aider à atteindre les objectifs climatiques et la sécurité hydrique et à débloquer les flux financiers. Insister sur les considérations climatiques dans les investissements pour la sécurité hydrique peut :

- 1 ouvrir des possibilités pour attirer de nouveaux types de bailleurs de fonds et d'investisseurs – par exemple, des investisseurs commerciaux soucieux du climat ;
- 2 générer de nouvelles sources de recettes – par exemple grâce aux marchés des crédits de carbone bleu, et attirer des capitaux privés pour gérer les risques liés au climat et à l'eau ;
- 3 offrir des financements, grâce à l'importance stratégique croissante accordée à l'action climatique par les États et les banques de développement, par exemple, au travers de financements soutenant les plans nationaux d'adaptation ou provenant de fonds consacrés au climat.

### EXEMPLES DE POSSIBILITÉS D'INVESTISSEMENT POUR LA SÉCURITÉ HYDRIQUE CONTRIBUANT À L'ACTION POUR LE CLIMAT

#### Adaptation via des investissements dans la sécurité hydrique :

- Les investissements dans l'irrigation et la gestion de l'eau durables jouent un rôle central pour les stratégies d'adaptation dans le secteur agricole et peuvent accroître la résilience des communautés rurales face au changement climatique. Entre 113 millions et 369 millions de personnes en milieu rural peuvent retirer des avantages d'une expansion des solutions d'irrigation à petite échelle, par exemple (Xie et al., 2014<sub>[24]</sub>).
- La prise en compte de l'augmentation de l'intensité des inondations induites par le climat au cours des prochaines décennies dans la protection contre les inondations peut renforcer l'adaptation et la résilience aux risques futurs. Les SfN pour la protection contre les inondations et la sécurité de l'eau sont particulièrement aptes à renforcer la résilience grâce à leur nature flexible et adaptative.

#### Le potentiel d'atténuation lié aux investissements dans la sécurité hydrique :

- Les activités liées à l'eau représentent 10 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. En particulier, les services d'eau et d'assainissement représentent entre 30 et 40 % de la consommation d'énergie d'une collectivité territoriale (WaCClIM, 2020<sub>[25]</sub>). Ainsi, les investissements visant à améliorer l'efficacité des services d'eau et d'assainissement, par exemple, peuvent réduire la consommation d'énergie du secteur et donc limiter ses émissions de carbone.
- Les zones humides et les tourbières peuvent stocker deux fois plus de carbone que l'ensemble des forêts de la planète (PNUE, 2019<sub>[19]</sub>). Investir dans la conservation ou la restauration des zones humides contribue donc au captage naturel du carbone.
- De nombreux investissements en faveur de la sécurité hydrique offrent simultanément de multiples avantages climatiques et environnementaux. La restauration des zones humides, par exemple, contribue au stockage du carbone (l'atténuation), assure une protection contre les inondations (l'adaptation) et peut améliorer et protéger les habitats naturels et la biodiversité.

17. Les messages clés présentés sont fondés sur les conclusions et les documents de référence de la [8<sup>e</sup> Table ronde sur le financement de l'eau, qui mettait à l'honneur la thématique de l'action pour le climat](#).

## 5. INSTRUMENTS ET APPROCHES DE FINANCEMENT PERMETTANT DE CRÉER DES POSSIBILITÉS D'INVESTISSEMENT À PLUS GRANDE ÉCHELLE

Les investisseurs privés, et en particulier les investisseurs institutionnels, sont de plus en plus à la recherche de possibilités de développement de leurs portefeuilles de financement durable, mais manquent souvent de produits financiers adéquats pour investir. Les modèles appropriés pour les investissements liés à l'eau tiennent compte des spécificités du secteur de l'eau, comme la longueur des échéances, le faible montant des projets, la solvabilité limitée et l'absence de sources de recettes bien définies. Plusieurs exemples suivent.

### Obligations de projets

Le financement par obligations peut faciliter l'orientation des capitaux vers des investissements liés à l'eau qui génèrent des flux de recettes clairement définis. Les obligations de longue durée, caractéristiques du secteur de l'eau, peuvent attirer des investisseurs institutionnels, comme les fonds de pension. Les investisseurs manifestent de plus en plus d'intérêt envers les obligations de projets, dont le produit est alloué à des projets et des objectifs particuliers et qui doivent répondre à des normes précises, en matière de responsabilité sociale ou de développement durable par exemple :

#### Obligations vertes<sup>18</sup>

**754 milliards USD** d'emprunts cumulés entre 2017 et 2019

**9 % des émissions d'obligations vertes** pour le secteur de l'eau

#### Obligations responsables en matière de durabilité<sup>19</sup>

Obligations émises par la Banque européenne d'investissement pour lever des fonds destinés à financer des projets liés à l'eau.

Première émission de **500 millions EUR** en 2018

Seconde émission de **1 milliard USD** en 2020

#### Obligations à impact environnemental<sup>20</sup>

Structure de financement fondée sur les résultats transférant de facto le risque de performance aux investisseurs, employée par DC Water à Washington :

**25 millions USD** d'emprunts émis en 2016 pour la réduction du ruissellement des eaux usées pluviales grâce à des infrastructures vertes à grande échelle ;

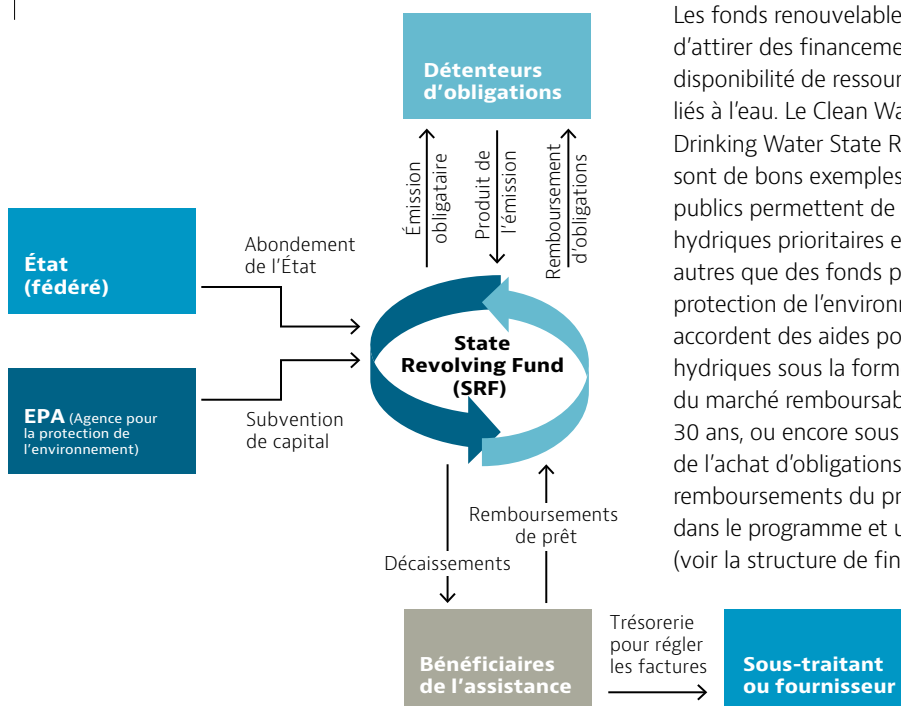
**3.3 millions USD** de paiements supplémentaires possibles, en fonction des performances du projet.

### Structures ad hoc

Les structures ad hoc permettent de surmonter l'écueil du champ d'action restreint des agences de l'eau. Elles peuvent aider à regrouper des projets de petite envergure pour lever collectivement des fonds sur les marchés financiers. Ainsi, dans la région Vénétie, en Italie, huit agences locales de l'eau ont créé des « hydrobonds » afin de mutualiser la levée de 500 millions EUR de capitaux pour leurs dépenses d'équipement (Rees, 2018<sup>[24]</sup> ; Gatti, 2018<sup>[25]</sup>).

### Fonds renouvelables

Les fonds renouvelables peuvent constituer un bon moyen d'attirer des financements commerciaux et de garantir la disponibilité de ressources financières pour de futurs projets liés à l'eau. Le Clean Water State Revolving Fund (CWSRF) et le Drinking Water State Revolving Fund (DWSRF), aux États-Unis, sont de bons exemples de dispositifs dans lesquels des prêts publics permettent de financer des projets d'infrastructures hydriques prioritaires et d'attirer des sources de financement autres que des fonds publics. L'Agence américaine pour la protection de l'environnement (EPA) et les États fédérés accordent des aides pour des projets d'infrastructures hydriques sous la forme de prêts à un taux inférieur à ceux du marché remboursables sur une durée qui peut atteindre 30 ans, ou encore sous la forme d'un refinancement ou de l'achat d'obligations locales et d'assurance-caution. Les remboursements du principal et des intérêts sont réinjectés dans le programme et utilisés pour financer de futurs projets (voir la structure de financement ci-dessous) (EPA, 2020<sup>[26]</sup>).



Source: (OCDE, 2022<sup>[1]</sup>)

## Institutions financières et fonds spécialisés dans le financement d'investissements hydriques

**Le Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS)** est un exemple de fonds dédié à la mobilisation de financements commerciaux pour des projets d'importance stratégique. Le rehaussement de crédit fourni par la Commission européenne réduit sensiblement le risque résiduel ce qui libère des apports supplémentaires de financements privés à des conditions raisonnables. À la fin de 2019, le volume des fonds supplémentaires ainsi mobilisés atteignait 458 milliards EUR (BEI, 2020<sup>[27]</sup>).

**L'ASEAN Catalytic Green Finance Facility (ACGF)** est une facilité de financement lancée par la Banque asiatique de développement (BAD) en 2019, afin de favoriser l'investissement privé dans des projets d'infrastructures propres à faciliter la réalisation des objectifs de développement durable – infrastructures hydriques résilientes ou encore projets multisectoriels, par exemple. L'ACGF va mobiliser au total 1 milliard USD auprès du Fonds d'investissement de l'ASEAN, de la BAD et d'autres partenaires du développement tels que la Banque européenne d'investissement (BEI), la banque de développement allemande KfW et l'Agence française de développement (AFD) (BAD, 2020<sup>[28]</sup>).

## Partenariats public-privé (PPP)

Les partenariats public-privé sont des accords à long terme entre l'État ou une entité publique et une entreprise privée, en vertu desquels le partenaire privé fournit et finance des services publics via une immobilisation, en partageant les risques associés. Les PPP peuvent financer des services publics associés à des actifs physiques, tels que les ponts et les barrages, ou à des « actifs » sociaux, tels que l'eau et l'assainissement.

### Protection contre les inondations aux Pays-Bas :

La formule du PPP a été choisie pour le financement et la mise en oeuvre de la modernisation de la retenue d'Afsluitdijk. Le marché a été accordé dans le cadre d'une procédure d'appel d'offres au consortium privé Levvel, qui est chargé de la conception, de la construction, du financement et de l'entretien pendant 25 ans.

### Prévention de la pollution hydrique en Chine :

Le département des opérations du secteur privé de la BAD encourage les PPP pour financer des investissements et des dispositifs d'approvisionnement en eau et d'assainissement incluant la prévention et la réhabilitation de la pollution des masses d'eau.

Le projet pour une gestion intégrée de l'eau en Chine est l'un de ces dispositifs : il a pour but la prévention de la pollution et la dépollution des lacs et cours d'eau, et il fait appel à divers équipements et installations environnementaux interdépendants – par exemple, des usines de traitement des boues et des eaux usées et des réseaux de collecte des

eaux usées – et à des services environnementaux tels que le renforcement des berges et le développement des zones humides.

## Instruments de financement du risque

Les instruments de financement du risque facilitent le partage et le transfert des risques et dommages et allègent le poids qui pèse sur les finances publiques en cas de catastrophe telle qu'inondation ou sécheresse.

Les **mécanismes d'assurance** peuvent fournir une protection financière contre les risques liés à l'eau, tels que les dommages causés par les inondations, et jouer un rôle de communication sur les risques qui peut aider les individus à rationaliser leurs choix et les encourager à adopter une attitude propre à réduire l'exposition aux risques. En France, le régime CatNat d'assurance contre les catastrophes naturelles oblige les assureurs à étendre les contrats d'assurance des biens et des véhicules pour couvrir les dommages causés par les catastrophes naturelles, les primes étant fixées par le gouvernement selon un principe de solidarité nationale. On peut aussi citer, dans ce registre, les assurances agricoles fondées sur un indice météorologique qui couvrent les pertes de récoltes ou la diminution des rendements agricoles liés aux sécheresses ou à d'autres phénomènes météorologiques extrêmes.

Les **obligations de résilience** sont destinées à lever des capitaux privés exclusivement pour des investissements résilients face aux aléas climatiques et des projets de réduction préventive des risques, les risques étant transférés au marché financier. Un exemple est l'obligation de résilience forestière (Forest Resilience Bond) pour la remise en état des forêts et la réduction des risques liés aux feux de forêt, émise par Blue Forest Conservation et le World Resource Institute en Californie.



Le changement climatique et les nouveaux régimes de précipitations peuvent remettre en question la base de connaissances et le modèle économique sur lesquels reposent les mécanismes de transfert des risques, tels que l'assurance. À l'avenir, ces mécanismes devront peut-être évoluer, car une plus grande exposition aux risques de sécheresse ou d'inondation pourrait faire grimper les primes d'assurance au-delà de ce qui est supportable ou pratique.

18. CBI, 2020<sup>[29]</sup>

19. BEI, 2020<sup>[30]</sup>

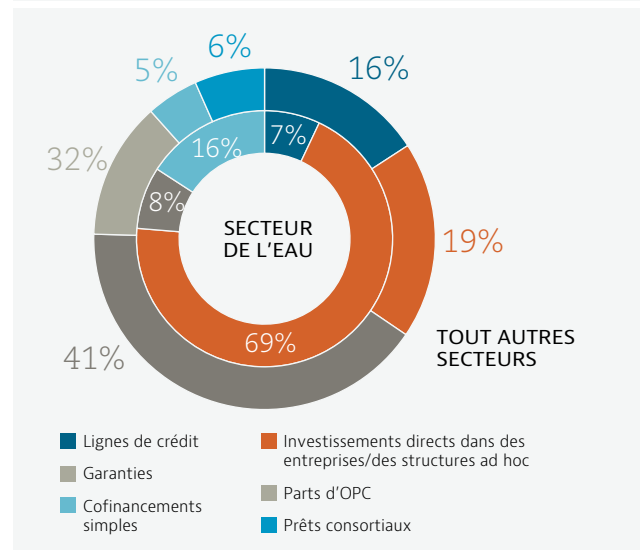
20. Goldman Sachs, n.d.<sup>[31]</sup>

## 6. TIRER PARTI DES FINANCEMENTS MIXTES

### L'aide publique au développement peut être utilisée stratégiquement pour mobiliser davantage de financements sur le marché.

Le financement mixte vise à mobiliser des financements additionnels pour le développement durable dans les pays en développement, et peut servir de mécanisme de réduction des risques afin d'accroître la confiance des prêteurs. En déployant l'aide publique au développement de manière à lever les obstacles à l'investissement « commercial » dans les secteurs visés par les ODD, comme l'eau et l'assainissement, le financement mixte opère comme un instrument de développement du marché qui permet de passer de la dépendance aux subventions et autres financements des donateurs au financement commercial. Un exemple d'approche de financement mixte, le fonds Agri3, est expliqué ci-dessous. Des approches similaires visant à utiliser les fonds publics de manière stratégique afin de mobiliser des financements commerciaux pour les investissements dans le secteur de l'eau sont également pertinentes dans les pays de l'OCDE. À ce jour, l'utilisation de modèles de financement mixte pour les investissements liés à l'eau reste limitée et seulement environ 1.4 % des financements privés mobilisés par le biais de l'aide publique au développement ont été consacrés au secteur de l'eau et de l'assainissement entre 2012 et 2017 (OCDE, 2022<sup>[11]</sup>). Le graphique 7 montre l'utilisation du financement mixte par secteur et par instrument sur la période 2016-18.

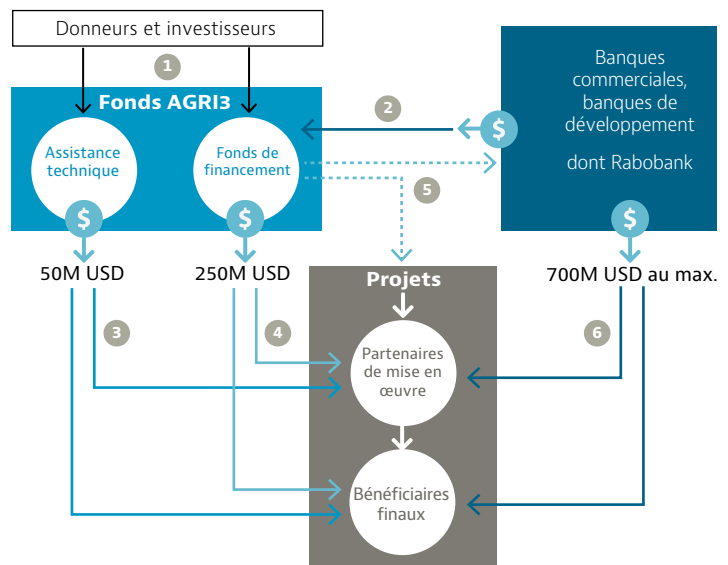
Graphique 7 – Financement mixte par secteur sélectionné, 2016-18



Source: (OCDE, 2022<sup>[11]</sup>)

### AGR13 : des financements mixtes pour l'agriculture durable

Le **fonds AGR13** est une initiative de financement mixte visant à mobiliser des capitaux privés en faveur de la protection des forêts et du reboisement, de la transition vers une exploitation des terres plus durable et de l'amélioration des moyens de subsistance en milieu rural. Lancé en 2020 à l'initiative du PNUE et de Rabobank, en partenariat avec l'initiative pour le commerce durable et la banque néerlandaise de développement FMO, AGR13 intervient par des instruments de réduction des risques sur les prêts commerciaux, notamment des garanties, avec pour objectif de libérer au moins 1 milliard USD. Parallèlement au véhicule de réduction du risque, d'un montant de 250 millions USD auquel Rabobank et l'État néerlandais apportent chacun 40 millions USD, une facilité d'assistance technique dotée de 50 millions USD et gérée par l'IDH est consacrée à la préparation des projets (IDH, 2020<sup>[32]</sup>).



- 1 Donateurs & investisseurs contribuent à la facilité d'AT (dons) et au fonds de financement (capitaux subordonnés)
- 2 Banques commerciales & de développement contribuent à la dette senior et à la tranche mezzanine
- 3 Assistance technique dispensée aux bénéficiaires finaux, directement ou indirectement
- 4 Octroi de prêts bonifiés
- 5 Instruments de réduction des risques fournis aux banques (garanties) et aux partenaires de mise en œuvre (prêts)
- 6 Financements commerciaux fournis aux partenaires de mise en œuvre ou aux bénéficiaires finaux

Source : (OCDE, 2022<sup>[11]</sup>), basée sur (IDH, 2020<sup>[32]</sup>)

# IV. Accélérer l'action pour le financement de l'eau : *un programme pour l'avenir*

Depuis sa création en 2017, la Table ronde sur le financement de l'eau constitue une plateforme sans équivalent pour un dialogue tourné vers l'action entre les acteurs de l'eau et la communauté financière, visant à promouvoir l'accroissement des investissements qui contribuent à la sécurité hydrique et à une croissance durable.

Pour l'avenir, les travaux de l'OCDE sur le financement de l'eau viseront à faire progresser le degré d'ambition, à élargir l'engagement et à contribuer à plusieurs processus et initiatives clés au niveau international, dont le cadre des Nations Unies pour accélérer la réalisation de l'ODD n° 6. Les principales activités considérées sont les suivantes.

## Lancement de l'Observatoire mondial de l'OCDE sur le financement de l'eau

Ce travail fournira un référentiel unique pour :

- documenter et partager les bonnes pratiques en matière de financement des investissements liés à l'eau ;
- encourager l'apprentissage entre pairs concernant les politiques, les dispositifs institutionnels et les approches de financement nécessaires pour accroître les investissements ;
- renforcer l'orientation de la réflexion et l'analyse prospective de nouvelles évolutions.

## Mettre au point des outils de diagnostic et un cadre pour guider l'action au niveau national

Ce travail aura pour objectifs de :

- Mettre au point un outil de diagnostic pour évaluer l'environnement propice aux investissements liés à l'eau au niveau national ou local, y compris des indicateurs quantitatifs et qualitatifs mesurant les forces et les faiblesses dudit environnement.
- Élaborer un cadre de l'OCDE pour le financement de l'eau qui synthétise les recommandations sur le financement de l'eau, en fournissant des orientations générales pour renforcer les politiques et les dispositions institutionnelles. Ce cadre couvrirait :
  - l'élaboration de stratégies de financement robustes, cohérentes avec l'ambition d'investissements hydriques et avec les capacités nationales ;
  - l'utilisation optimale des actifs disponibles (amélioration de l'efficacité opérationnelle) et des

- ressources financières (amélioration de l'efficacité des programmes de dépenses) ;
- des recommandations pour accroître les investissements qui contribuent à une croissance durable et résiliente face à aux aléas hydriques.
- Ensemble, ces instruments fourniraient une base analytique solide pour éclairer les dialogues politiques sur le financement de l'eau.

## Poursuivre les travaux analytiques pour soutenir l'alignement des financements avec la sécurité hydrique de demain

Ce travail aura pour objectifs de :

- Élaborer un cadre conceptuel et passer en revue les outils et les méthodes permettant d'éclairer la planification des investissements stratégiques et l'évaluation des options pour des trajectoires et des scénarios d'investissement distincts. Les méthodes permettant d'éclairer la planification et l'établissement des priorités dans un contexte de grande incertitude méritent une attention particulière.
- Approfondir la compréhension de la matérialité des risques liés à l'eau pour le secteur financier et la manière dont ils peuvent être traités par la réglementation prudentielle, les cadres de diffusion de l'information et les approches de gestion des risques.

## Coopérons !

Accélérer l'action sur le financement de l'eau nécessite des partenariats entre plusieurs ministères, autorités locales, banques centrales, institutions financières, donateurs, investisseurs, ONG et experts. L'OCDE invite ses partenaires à soutenir ce programme et à

- **alimenter l'Observatoire mondial de l'OCDE** sur le financement de l'eau et y contribuer avec des exemples inspirants ;
- **éclairer et promouvoir le cadre de l'OCDE sur le financement de l'eau ;**
- **soutenir le développement d'outils et d'approches** de diagnostic et de planification en partageant les données et l'expérience des pays ;
- **s'engager et participer** à la Table ronde sur le financement de l'eau.

# Bibliographie

- Ashley, C. et G. Gruère** (2021), [12] « *The case for action on financing agricultural water. Background paper for the 7th OECD/FAO Roundtable on Financing Agricultural Water.* » <https://www.oecd.org/water/Background-paper-Day1-RT-on-Financing-Agricultural-Water.pdf>
- BAD** (2020), *ASEAN Catalytic Green Finance Facility – An ASEAN Infrastructure Fund Initiative, Operations Plan 2019-2021*, <https://www.adb.org/sites/default/files/institutional-document/575911/acgf-operations-plan-2019-2021.pdf> (consulté le 5 octobre 2020). [28]
- BAD** (2020), « *Financing water security for sustainable growth in the Asia-Pacific region* », Banque asiatique de développement. [10]
- BEI** (2020), « *EIB issued its first USD Global Sustainability Awareness Bond* », <https://www.eib.org/en/investor-relations/press/2020/fi-2020-22-first-usd-global-sab.htm> (consulté le 22 juin 2020). [30]
- BEI** (2020), « *Facts & Figures* », Banque européenne d'investissement. [27]
- CBI** (2020), « *2019 Green Bond Market Summary* », <https://www.climatebonds.net/files/reports/2019-annual-highlights-final.pdf> [29]
- CRED**, (2019), *EM-DAT: The Emergency Events Database*, Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes, Université catholique de Louvain (UCL) <http://www.emdat.be> [15]
- Données du CDP** (2020), *analyse fondée sur le questionnaire 2020 du CDP (Carbon Disclosure Project) relatif à la sécurité hydrique.* [17]
- EPA** (2020), « *Learn about the Clean Water State Revolving Fund (CWSRF)* », Agence de protection de l'environnement des États-Unis <https://www.epa.gov/cwsrf/learn-about-clean-water-state-revolving-fund-cwsrf> (consulté le 3 juillet 2020). [26]
- FAO** (2020), « *The State of Food and Agriculture, Overcoming water challenges in agriculture* », <https://doi.org/10.4060/cb1447en> [14]
- Gatti, S.** (2018), « *Project Finance in Theory and Practice: Designing, Structuring and Financing Private and Public Projects* », Academic Press, Elsevier. [25]
- GIEC** (2021), « *Summary for Policymakers. Climate Change 2021: The Physical Science Basis* », Cambridge University Press.. [6]
- Goldman Sachs** (n.d.), *Fact Sheet: DC Water Environmental Impact Bond*, <https://www.goldmansachs.com/media-relations/press-releases/current/dc-water-environmental-impact-bond-fact-sheet.pdf> (consulté le 10 octobre 2020). [31]
- GWI** (2020), « *Water utilities count the cost as COVID-19 hits income from tariffs during pandemic* », *Utility Finances, Global Water Intelligence, Vol. 21/5*, <https://www.globalwaterintel.com/global-water-intelligence-magazine/21/5/water-leaders/water-utilities-count-the-cost-as-covid-19-hits-income-from-tariffs-during-pandemic> [5]
- IDH** (2020), *IDG–Sustainable Trade Initiative: AGR13 Fund Technical Assistance Facility*, <https://www.idhsustainabletrade.com/landscapes/agri3-fund/> (accessed on 11 March 2021). [32]
- Lardoux de Pazzis, A. et A. Muret** (2021), « *The role of intermediaries to facilitate water-related investment* », *Documents de travail de l'OCDE sur l'environnement, n° 180*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/0d5a7748-en> [21]
- OCDE** (2022), *Financing a Water Secure Future. Études de l'OCDE sur l'eau*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/a2ecb261-en> [1]
- OCDE** (2021), *Scaling up Nature-based Solutions to Tackle Waterrelated Climate Risks: Insights from Mexico and the United Kingdom*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/736638c8-en> [18]
- OCDE** (2021), « *Watered down? Investigating the financial materiality of water-related risks in the financial system, Background paper Session 3, 8th Roundtable on Financing Water, 23- 24 September* » <https://www.oecd.org/water/Background-paper-RT-on-Financing-Water-and-Climate-Action-Session-3.pdf> [16]
- OCDE** (2020), *Financing Water Supply, Sanitation and Flood Protection: Challenges in EU Member States and Policy Options*, *Études de l'OCDE sur l'eau*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/6893cdac-en> [9]
- OCDE** (2020), *Green Infrastructure in the Decade of Delivery: Assessing Institutional Investment*, Éditions OCDE, <https://dx.doi.org/10.1787/f51f9256-en> [20]
- ONU** (2020), « *Climate Action Pathway, Water, Executive Summary* ». [8]
- ONU-Eau** (2021), *Water, Sanitation and Hygiene*, <https://www.unwater.org/water-facts/water-sanitation-and-hygiene/> (consulté le 2 novembre 2021). [2]
- ONU-Eau** (2018), *The United Nations World Water Development Report 2018, Programme mondial pour l'évaluation des ressources en eau (WWAP)*. [7]
- PNUE** (2019), *Peatlands store twice as much carbon as all the world's forests*, <https://www.unep.org/news-and-stories/story/peatlands-store-twice-much-carbon-all-worlds-forests> (consulté le 24 mars 2021). [19]

- Rees, M.** (2018), « *A sexy name to pay for the pipes* » (partie de la série « *a Dictionary of Finance* », <https://www.eib.org/en/podcasts/italian-hydrobond#> (consulté le 6 juillet 2020)). [24]
- Rosegrant, M. et al.** (2017), « *Quantitative foresight modeling to inform the CGIAR research portfolio* », <http://ebrary.ifpri.org/cdm/ref/collection/p15738coll2/id/131144> [11]
- Rozenberg, J. et M. Fay** (2019), « *Beyond the Gap: How Countries Can Afford the Infrastructure They Need while Protecting the Planet* », Banque mondiale, Washington, D.C. [13]
- Sadoff, C. et al.** (2015), « *Securing Water, Sustaining Growth* », rapport par le groupe de travail OCDE/ Partenariat mondial de l'eau sur la sécurité hydrique et la croissance durable, Université d'Oxford. [3]
- Strong, C. et al.** (2020), *Achieving Abundance: Understanding the Cost of a Sustainable Water Future*, <https://www.wri.org/research/achieving-abundance-understanding-cost-sustainable-water-future> [4]
- WaCCLiM** (2020), « *Water and Wastewater Companies for Climate Mitigation, How are we driving the transition towards a climate-smart and sustainable urban water sector?* », <https://wacclim.org/our-approach/> (consulté le 10 août 2021). [23]
- Xie, H. et al.** (2014), « Estimating the potential for expanding smallholder irrigation in Sub-Saharan Africa. », *Agricultural Water Management*, Vol. 131, pp. 183-193. [22]

## Avertissements

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Note de la Turquie : Les informations figurant dans ce document qui font référence à « Chypre » concernent la partie méridionale de l'île. Aucun organisme ne représente à la fois les Chypriotes turcs et grecs sur l'île. La Turquie reconnaît la République Turque de Chypre Nord (RTCN). Jusqu'à ce qu'une solution durable et équitable soit trouvée dans le cadre des Nations Unies, la Turquie maintiendra sa position sur la « question chypriote ».

Note de tous les États de l'Union européenne membres de l'OCDE et de l'Union européenne : La République de Chypre est reconnue par tous les membres des Nations Unies sauf la Turquie. Les informations figurant dans ce document concernent la zone sous le contrôle effectif du Gouvernement de la République de Chypre.

## Crédits photo :

### Couverture et page 2

Le lit de la Soča (Slovénie) vu du ciel.

© Nuria Kreuser/ Shutterstock.com

### Page 3

Main recueillant de l'eau qui coule et pictogrammes des sources d'énergie compatibles avec un développement durable.

© PopTika/Shutterstock.com

### Page 4

Vague dans l'océan.

© Somavarapu Madhavi/Shutterstock.com

### Page 5

Lavage des mains avant une opération chirurgicale.

© Santypan/Shutterstock.com

### Page 11

Irrigation par aspersion dans un champ de céleri de la vallée de la Salinas, en Californie.

© Pgiarn/ iStock

### Page 13

Cours d'eau serpentant au milieu des palétuviers.

### Page 14

Billets de banque en euros sous l'eau d'un bassin.

© Route66/Shutterstock.com

### Page 15

Graphique de croissance avec piles de pièces de monnaie et pousses d'arbre.

© Freebird7977/Shutterstock.com

### Page 17

Pictogramme (couleur) de l'action pour le climat.

© Artvictory/Shutterstock.com

Changement climatique et sécheresse des terres.

© Siyapath/Shutterstock.com

### Page 18

Intérieur d'une station d'épuration urbaine moderne.

© gyn9037/Shutterstock.com

## Ces Clés pour l'action sont fondées sur la publication de l'OCDE intitulée *Financing a Water Secure Future*.

Cette brochure présente une synthèse des principaux défis et opportunités liés au financement qui contribue à la sécurité hydrique et à la croissance durable, en s'inspirant de la Table ronde sur le financement de l'eau et d'analyses connexes. Elle couvre un large éventail d'investissements hydriques, notamment dans les services d'eau et d'assainissement, l'eau agricole, la gestion des ressources en eau et celle des risques liés à l'eau (surabondance, pénurie et pollution excessive). Elle résume les résultats de l'analyse des besoins d'investissement et des capacités de financement ainsi que des tendances du financement du développement pour l'eau, et explore comment les risques liés à l'eau entraînent des impacts financiers pour les entreprises. Les Clés pour l'action mettent en évidence les options permettant de relever le défi du financement en renforçant l'environnement favorable à l'investissement, en utilisant au mieux les sources de financement existantes, en assurant la planification stratégique des investissements et en mobilisant des fonds supplémentaires selon un éventail d'approches financières. Enfin, la brochure présente une vision pour les futurs travaux de l'OCDE sur le financement de l'eau et pour la Table ronde sur le financement de l'eau.

### En savoir plus :

OCDE (2022), *Financing a Water Secure Future*. Études de l'OCDE sur l'eau, Éditions OCDE, Paris.

<https://doi.org/10.1787/a2ecb261-en>



oe.cd/f-ws-22



Kathleen.Dominique@oecd.org



@OECD\_ENV

---

© OCDE, Direction de l'environnement, mars 2022